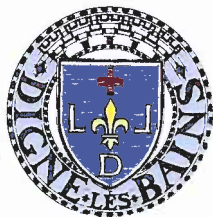


VILLE DE DIGNE-LES-BAINS



Alpes de Haute Provence

*Paul
Gpü AR*

Digne-les-Bains, le

28 FEV. 2012

Le Maire de Digne-les-Bains,

à



Chambre de Commerce

60 boulevard Gassendi

04000 DIGNE-LES-BAINS

A l'attention de Monsieur DELUCHEUX

Affaire suivie par :

Président : Y. REYMOND

STM : C. TERRER

N/Réf. : CT/SD-12-02-75

OBJET : Commission Communale de Sécurité

Avis Favorable avec prescriptions.

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur,

Suite à la visite effectuée le **16 Février 2012**, par la Commission Communale de Sécurité, dans l'établissement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire du Procès Verbal, dressé par ladite commission.

Dès que les prescriptions demandées seront réalisées par vos soins, je vous saurais gré de m'en informer par écrit, afin que je fasse contrôler leur exécution par la Commission Restreinte.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire de Digne-les-Bains,

DEPARTEMENT
DES
ALPES DE HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
95 avenue Henri Jaubert
BP 9008
04990 DIGNE LES BAINS Cedex

Affaire suivie par le Lieutenant GUIGOU
D.D.S.I.S 04
Service Prévention



PVT/AS/ 099/12

Procès-verbal de visite
Commission Communale de Sécurité de DIGNE LES BAINS
contre les risques d'incendie et de panique
des établissements recevant du public

Digne-les-Bains, le 22 FEV. 2012

N° du dossier : E07000209-000- 0	
Commune : DIGNE LES BAINS	Objet de la consultation : Visite périodique
Adresse : 60, boulevard Gassendi	
Téléphone : 04.92.30.80.80	Date : 16 février 2012
Désignation de l'établissement : CHAMBRE DE COMMERCE	
Type (s) : W, L	Pétitionnaire ou chef d'éts : Mr P. DELACHAUX Responsable technique
Catégorie(s) : 5ème	
Effectif : 100 personnes au titre du public 35 personnes au titre du personnel	Propriétaire des murs :
Référence(s) antérieure(s) : VS 28.02.2007	
Référence du rapport : VS 16.02.12	Centre de secours d'intervention : DIGNE LES BAINS
N° Saisie : 12050050	Présence document amiante : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

.../...

I / DESCRIPTION SOMMAIRE

L'établissement a subi quelques modifications depuis la précédente visite, sans déclaration de travaux, portant sur la réalisation de bureaux en lieu et place de salles de réunion.

Il occupe la totalité d'un bâtiment élevé sur cinq niveaux, isolé de toute autre construction au sens de la réglementation. La construction ainsi que le cloisonnement sont de types traditionnels et permettent de trouver :

- au sous-sol : locaux techniques, archivages, une chaufferie fioul ;
- au rez-de-chaussée : l'accueil, une salle de documentation, onze bureaux, locaux techniques, local informatique et salle de reprographie, des sanitaires ;
- au premier étage : une grande salle de réunions, six bureaux, des sanitaires ;
- au deuxième étage : sept bureaux, des sanitaires ;
- au troisième étage : onze bureaux, local social, des sanitaires ;
- en demi-palier : quatre bureaux, un local technique.

II / POSITION ADMINISTRATIVE

A / Classement

Activités : Administratives et réunions.

Effectifs : 35 personnels et 10 personnes en salle de réunion.

L'établissement est reclassé en établissement recevant du public de types W et L de la 5^{ème} Catégorie.

B / Références réglementaires

L'établissement est soumis au :

- Code de la Construction et de l'Habitation articles R123-1 à R123-55, R152-4 et R152-5 relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 25 Juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation des dispositions particulières aux établissements de la 5^{ème} catégorie.

C / Historique

- Avis sur restructuration et surélévation le 09 novembre 1992 (trois prescriptions).
- Visite du 20 février 2002 – avis favorable (cinq prescriptions).
- Visite périodique du 28 février 2007 – avis favorable (quatre prescriptions).

III / ANALYSE DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES

A / Sont présentés

- Le registre de sécurité est présenté, il permet d'apprécier la réalisation des vérifications périodiques mais pas l'entretien des installations techniques.

.../...

A / Sont présentés (SUITE)

- Vérifications des installations électriques par SOCOTEC le 13 décembre 2011 – rapport n° 097P/DI/11/1129 rédigé par Mr MARTEL Cédric comportant 30 observations notamment sur BAES hors service et mise à la terre complété d'actes d'entretien non réalisés tel que refixer les socles de prise de courant.
- Vérification des moyens d'extinction par TERM-O-FEU le 10 novembre 2011.
- Vérification des portes automatiques à effacement latéral par ACCUEIL SYSTEMES le 24 novembre 2011.

B / Ne sont pas présentés

- Attestation de la levée des 30 observations électriques.
- Entretien de la trappe de désenfumage.
- Essais périodiques de l'alarme incendie et des blocs d'éclairage de sécurité.
- Liste du personnel formé à l'évacuation et à l'utilisation des moyens de secours.
- Ramonage de la chaufferie et entretien du brûleur non portés sur le registre.
- Exercices d'évacuation non réalisés.

IV / CONSTATATIONS LORS DE LA VISITE

A / Prescriptions antérieures

Seule la prescription n° 4 du rapport de visite de 2007 n'est pas réalisée. Elle concerne le complément d'information à porter dans le registre de sécurité.

B / Equipements constatés

- Bâtiment isolé des tiers de construction « béton armé ».
- Une façade accessible aux engins incendie.
- Cloisonnement intérieur traditionnel.
- Dégagements :
 - un seul aux deuxième et troisième étages, il s'agit de l'escalier central ;
 - au premier étage, une sortie directe sur l'extérieur en façade Sud dans la salle de réunion ;
 - une seule sortie au rez-de-chaussée.
- Chauffage central au fioul depuis la chaudière située au sous-sol correctement isolée et équipée. Réserve de fioul de 6 000 litres attenante mais isolée.
- Les locaux à risques sont situés en sous-sol, ils sont isolés (archivages).
- L'éclairage de sécurité est assuré par blocs autonomes avec la fonction de balisage.
- L'alarme incendie est de type 4, actionnable à tous les niveaux.
- La défense incendie est assurée par des extincteurs en nombre conséquent.
- La défense extérieure contre l'incendie est assurée par bouche et poteau situés sur le haut du boulevard et sur la place Gassendi.

C / Essais effectués

- Liberté des cheminements : satisfaisant.
- Fonctionnement des issues : satisfaisant.

D / Particularités

La deuxième sortie est accessible au premier étage depuis la salle de réunion. Il s'agit d'un escalier extérieur métallique.

.../...

E / Anomalies

- Les rideaux de la salle de réunion occupent une vaste surface avoisinant les 20 m². Ils ne sont pas classés au feu.
- Les dépôts anarchiques prennent effet dans le local archives

V / AVIS DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE DE DIGNE-LES-BAINS

Après analyse des documents et visite des lieux, un avis favorable à la poursuite de l'exploitation est proposé, provisoirement pour une durée d'un mois.

Sont à réaliser les prescriptions suivantes :

1. Fournir l'attestation de la levée des 30 observations électriques (articles GE 7 et PE 24). ✕
2. Porter sur le registre de sécurité les renseignements relatifs à l'entretien et les essais des équipements suivants : alarme ; éclairage de sécurité, trappe de désenfumage, ramonage et entretien de la chaufferie (article R 123-43 du Code de la Construction de de l'Habitation). Héba
CPC
3. Former le personnel à l'utilisation des moyens de secours de l'établissement et à l'organisation de l'évacuation et porter la liste sur le registre de sécurité (article PE 27 de l'arrêté du 22 juin 1990). Biait
4. Débarrasser le local archives et veiller à aucun dépôt autre que les archives.
5. Débarrasser l'escalier menant à la reprographie au sous-sol afin de lui rendre la totalité de sa largeur (article PE 11 de l'arrêté du 22 juin 1990).
6. Déposer auprès des services municipaux, une déclaration de travaux, lors de toute modification notamment sur le projet de décoration de la salle de réunion (article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation).]

Au terme du délai fixé, un point sur la réalisation des prescriptions sera effectué. L'avis favorable provisoire pourrait être reconsidéré.

La non-réalisation des prescriptions pourrait engendrer un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation vis-à-vis du public.

Le Président,

